



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 12/2018 – 14

OBJET : EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES
Approbation des attributions de compensations définitives 2018

L'An deux mille dix-huit et le dix-neuf du mois de décembre (19.12.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 13 décembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président (à partir de la délibération n°2)
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

M. REMIA Alex - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°10) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel (à partir de la délibération n°7) - Mme BAULU Maryse - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - Mme CASTRO Marie - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. GARRIGUES Jean-Claude - M. LAFONT Hubert - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme CARRE Nathalie
Mme BAJON-ARNAL Jeanine
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°9)
M. BENECH Robert
M. ANDRAL Maurice
Mme MAERTEN Fabienne
M. FONTANIE Pierre
M. GUILLAMAT Pierre
M. DESCAZEUX Robert
M. GERARDIN Frédéric
Mme BERGE Marie-Luce
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. CAPAYROU J.
a donné procuration à M. BESIERS J-P.
a donné procuration à M. IMBERT J-P.
a donné procuration à M. PONS M.
a donné procuration à M. LANNES S.
a donné procuration à M. HENRYOT J-L.
a donné procuration à Mme ROLLET C.
a donné procuration à M. HENRYOT J-M.
a donné procuration à Mme CASTRO M.
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à M. DESQUINES P.
a donné procuration à M. FEGNE J.
a donné procuration à M. BRIOIS D.

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme GARRIGUES Maïté
M. CALVI Daniel
M. VALLES Gérard

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Madame Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Dans le cadre des transferts effectifs au 1^{er} janvier 2018, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées a évalué :

- le transfert de la compétence GEMAPI,
- le transfert de la maison de services au public de La Ville Dieu Du Temple,
- le transfert de la taxe de séjour de Moissac,
- la restitution des subventions aux associations hors de l'intérêt communautaire.

D'autre part, les attributions de compensation prennent en compte le financement du service commun d'instruction d'urbanisme.

Les attributions de compensation ont pour objet de garantir la neutralité budgétaire de l'application du régime de fiscalité professionnelle unique. Les attributions de compensations versées par les groupements à leurs communes membres ou inversement revêtent le caractère de dépenses obligatoires au sens de l'article L. 2321-1 du code général des collectivités territoriales.

L'attribution de compensation est égale au montant des recettes transférées par les communes, minorée des charges transférées à l'occasion de chaque transfert de compétences par les communes à la Communauté de Communes. Ces charges font l'objet d'une évaluation par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) selon une méthodologie décrite par le code général des impôts.

La définition du cadre général de l'évaluation des transferts de charges à un EPCI ayant adopté le régime de FPU résulte de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Le calendrier de l'évaluation des charges transférées est précisé au IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts. Cet article stipule :

- Que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) doit produire un rapport sur le coût des charges et recettes liées aux compétences transférées dans un délai de 9 mois à compter de la prise de compétence, soit avant le 30 septembre 2018 ;
- Que ce rapport doit être adopté :
 - Par la CLECT, en fonction des conditions prévues dans le règlement intérieur de la CLECT si la communauté en est dotée, à la majorité simple de ses membres à défaut ;
 - Par la majorité qualifiée des conseils municipaux : les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié au moins de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 au moins de la population, dans un délai de 3 mois à compter de la date de sa transmission par le président de la CLECT.

A défaut de ces obligations, le coût net des charges transférées est constaté par arrêté du préfet selon une méthode désormais définie par la loi.

La CLECT s'est réunie le 27 septembre 2018 et a adopté à l'unanimité des membres présents le rapport proposé.

Les conseils municipaux des communes membres ont adopté le rapport de la CLECT dans le délai de 3 mois suivant la notification par le Président selon les règles de la majorité qualifiée : 2/3 des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse.

Les attributions de compensation définitives sont donc arrêtées sur la base du rapport de la CLECT du 27 septembre 2018.

Vu l'avis de la commission communautaire « Finances, Marchés Publics et Vie Associative » du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis du bureau communautaire du 11 décembre 2018 ;

AR PREFECTURE

082-200066322-20181224-DEL12201814-DE
Regu le 24/12/2018

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **arrête** sans réserve, le montant des attributions de compensations définitives telles que définies ci-dessous :

Attributions de compensation 2018	AC au 1er janvier 2018 (a)	Charges transférées 2018			Recettes transférées / charges restituées en 2018			AC après transferts 2018 (d) = (a) - (b) + (c)	Facturation par l'AC du service commun en 2018 (e)	AC au 31 décembre 2018 (f) = (d) - (e)
		GEMAPI	Maison de services au public	Total charges transférées (b)	Taxe de séjour	Subventions associations	Total recettes transférées / charges restituées (c)			
Boudou	108 240,00 €			- €			- €	108 240,00 €	6 696,45 €	101 543,55 €
Castelsarrasin	4 113 916,00 €	2 766,77 €		2 766,77 €		7 166,00 €	7 166,00 €	4 118 315,23 €	104 372,00 €	4 013 943,23 €
Durfort Lacapelette	93 130,00 €	2 950,46 €		2 950,46 €			- €	90 179,54 €		90 179,54 €
Lizac	52 951,00 €	555,12 €		555,12 €			- €	52 395,88 €	4 647,30 €	47 748,58 €
Moissac	3 101 011,00 €	7 714,46 €		7 714,46 €	38 230,55 €	12 700,00 €	50 930,55 €	3 144 227,09 €	57 609,52 €	3 086 617,57 €
Montesquieu	86 439,00 €	3 149,47 €		3 149,47 €			- €	83 289,53 €	6 725,18 €	76 564,35 €
Angeville	- 16 574,00 €			- €		331,09 €	331,09 €	- 16 242,91 €		- 16 242,91 €
Castelferrus	- 1 402,00 €			- €		632,32 €	632,32 €	- 769,68 €	3 175,36 €	- 3 945,04 €
Castelmayran	- 7 952,00 €			- €		1 656,80 €	1 656,80 €	- 9 608,80 €	6 171,88 €	- 3 436,92 €
Caumont	- 25 492,00 €			- €		476,28 €	476,28 €	- 25 015,72 €		- 25 015,72 €
Cordes Tolosannes	- 10 725,00 €			- €		503,42 €	503,42 €	- 11 228,42 €	2 920,81 €	- 8 307,61 €
Coutures	- 20 618,00 €			- €		141,12 €	141,12 €	- 20 476,88 €		- 20 476,88 €
Fajolles	- 26 162,00 €			- €		147,90 €	147,90 €	- 26 014,10 €		- 26 014,10 €
Garganvillar	- 45 845,00 €			- €		967,48 €	967,48 €	- 44 877,52 €	5 579,80 €	- 50 457,32 €
Labourgade	- 6 389,00 €			- €		259,17 €	259,17 €	- 6 648,17 €		- 6 648,17 €
Lafitte	- 14 862,00 €			- €		333,80 €	333,80 €	- 14 528,20 €	1 539,56 €	- 16 067,76 €
Montain	- 11 712,00 €			- €		153,33 €	153,33 €	- 11 558,67 €		- 11 558,67 €
Saint-Aignan	- 15 642,00 €			- €		582,12 €	582,12 €	- 16 224,12 €	2 965,49 €	- 13 258,63 €
Saint-Arroumex	- 10 550,00 €			- €		222,53 €	222,53 €	- 10 327,47 €		- 10 327,47 €
Saint-Nicolas-de-la-Grave	- 187 836,00 €			- €		3 542,63 €	3 542,63 €	- 191 378,63 €	9 082,54 €	- 182 296,09 €
La-Ville-Dieu-du-Temple	- 4 944,00 €		- €	- €			- €	- 4 944,00 €	17 176,53 €	- 22 120,53 €
Saint Porquier	- 793,00 €			- €			- €	- 793,00 €	5 900,60 €	- 6 693,60 €
Total	7 605 277,00 €	17 136,28 €	- €	17 136,28 €	38 230,55 €	29 816,00 €	68 046,55 €	7 656 187,27 €	234 563,02 €	7 421 624,25 €

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 24/12/18

Publication le : 24/12/18

Notification le : Bk

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53
Présents :39
Votants :50
Adoptée à l'unanimité des votants

AR PREFECTURE

082-200066322-20181224-DEL12201814-DE

Regu le 24/12/2018

